

# PAR FIDÉLITÉ POUR NOS VALEURS, RÉINVENTER NOS MODES D'ACTION

## Opinion

La massification des problèmes de chômage et d'exclusion, et surtout leur inscription dans le temps comme un élément quasi-structurant de l'économie dominante pousse aujourd'hui les acteurs de l'IAE à tenter de réinventer de nouveaux modes d'actions pour répondre aux défis actuels. Si au milieu des années 1980, les outils que nous avons mis en œuvre étaient, dans le contexte d'alors, force d'innovation (1) et de décloisonnement, il nous faut reconnaître que ces logiques sont toujours nécessaires, mais restent insuffisantes pour atteindre aujourd'hui les mêmes objectifs : l'emploi pour tous. Pour nous mettre, désormais, en position de réussir cette ambition, il nous faut agir différemment ; nous devons ouvrir nos projets à d'autres forces pour tenter de transformer un projet associatif en projet collectif au service du développement d'un territoire.

L'enjeu est non seulement de favoriser une prise de conscience collective, mais de promouvoir la conscience de notre responsabilité collective. Si au début des années 1990, en effet, le chômage des cadres, notamment, a permis une large prise de conscience sur la nécessité d'agir pour contrer l'extension du chômage, la gestion du chômage et de l'exclusion s'est faite essentiellement à partir de dispositifs qui améliorent le rapprochement entre l'offre et la demande, ou d'actions de requalification sociale et professionnelle. En agissant ainsi, on laisse entendre « en creux » que le chômage est avant tout dû à la mauvaise adaptation ou à la mauvaise performance des chômeurs, bref, que le chômage relève d'une responsabilité individuelle. En réalité, il semble avéré que la société n'offre pas une place pour chacun et que les dispositifs d'accompagnement ne créent pas d'emplois ; ils servent avant

tout, et ce n'est pas si mal, à « changer l'ordre des gagnants ». En d'autres termes, si nous devons continuer à mettre chacun d'entre nous devant ses propres responsabilités par rapport à sa situation personnelle, nous ne devons jamais perdre de vue que c'est notre responsabilité collective qui est engagée dans le fait que l'organisation socioprofessionnelle de notre société ne laisse pas une place à chacun. Ce constat nous amène à sortir de nos rôles traditionnels de « structure d'insertion » « sas vers l'emploi » pour nous considérer légitimes sur des actions de développement de l'emploi.

Une posture s'impose : agir au plus près des besoins du territoire. À l'inverse du système économique actuel – dont les excès conduisent à vider les emplois de secteurs géographiques entiers pour produire dans d'autres secteurs du monde, tout en utilisant des logiques au sein desquelles les préoccupations des individus et les intérêts écologiques ne sont pas pris en compte –, notre action doit se situer au plus près des bassins de vie, en fonction des besoins repérés avec les personnes vivant sur ces territoires. Se situer ainsi, au plus près des besoins du territoire, permet de retisser des liens, de rebâtir des solidarités, et d'agir alors dans l'intérêt du plus grand nombre. Cela suppose des espaces de concertation et de démocratie, la volonté de mutualiser des moyens, de créer de la solidarité économique et d'unir des forces d'origines diverses pour une action commune en vue de l'emploi pour tous.

**Christophe Chevallier**

*Groupe d'insertion Archer (Drôme)  
Vice-Président du Coorace Rhône-Alpes  
directionarcher@orange.fr*

(1) La plupart des dispositifs ont été « entérinés » par la suite par le législateur.